

Derrière le communautaire, l'attaque sur la sécurité sociale...

Pendant de longues années au dix-neuvième et au début du vingtième siècles, la Belgique a mené une politique de discrimination envers le flamand. Au lendemain de l'indépendance, les écoles, les administrations gouvernementales et municipales, les tribunaux etc. n'ont utilisé que le français dans les actes officiels. Parmi l'élite régnait le mépris du flamand. Mais après de longues années de discrimination, le mouvement flamand a obtenu qu'il soit mis un terme à cette discrimination.

LE PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION DES FLAMANDS EST RÉSOLU DEPUIS LONGTEMPS. POURQUOI CE REGAIN DU NATIONALISME FLAMAND ?

Après la Deuxième Guerre mondiale, le nationalisme flamand, dont des représentants éminents avaient collaboré avec les nazis,

AUJOURD'HUI, LA GRANDE MAJORITÉ DES ANALYSES SUR LA SITUATION BELGE PARLENT D'UNE "CRISE INSTITUTIONNELLE" OU D'UNE "CRISE COMMUNAUTAIRE". SI CETTE DÉNOMINATION N'EST PAS FAUSSE, ELLE EST CEPENDANT LARGEMENT INCOMPLÈTE. DERRIÈRE LES DISCUSSIONS INSTITUTIONNELLES AUTOUR DE L'AVENIR DE LA BELGIQUE SE JOUE L'AVENIR DE NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE ET, PLUS LARGEMENT, DE TOUS LES ÉLÉMENTS QUI CONSTITUENT NOTRE SYSTÈME SOCIAL.

Herwig Lerouge
Bureau d'études du Parti du travail de Belgique (PTB)

s'est créée autour des grandes multinationales dans les secteurs des services, transport, commerce, banques et assurances et un peu dans la sous-traitance des multinationales. Les multinationales ont fait appel à des managers locaux, donc souvent flamands,

profit des pans entiers des moyens financiers (et des compétences) de l'État belge.

Le nationalisme flamand, à l'origine linguistique, a donc pris un tour économique sous l'influence de ce patronat montant. Il a dénoncé les transferts financiers entre Flandre

et Wallonie. La régionalisation patronale Voka - anciennement Vlaams Economisch Verbond (VEV). Ce sont des études du VEV de 2003 et de la banque KBC qui ont évalué de façon exagérée (10 milliards d'euros) le montant annuel des transferts de la Flandre vers la Wallonie.

“ LA CLASSE POLITIQUE FLAMANDE EST DEVENUE PLUS NATIONALISTE SOUS L'INFLUENCE DE L'ORGANISATION PATRONALE VOKA QUI ESPÈRE AMENER LA POPULATION À ACCEPTER UNE RÉGRESSION SOCIALE RAPIDE AU NOM DE LA COMPÉTITIVITÉ ET DE L'ESPOIR DE FAIRE DE LA FLANDRE LA PREMIÈRE RÉGION D'EUROPE.”

était discrédité. Dans les années 1960, il s'est développé à nouveau en parallèle avec le renforcement de la position économique de la Flandre et la montée d'une nouvelle bourgeoisie flamande. Celle-ci

pour l'encadrement de leurs entreprises. La Vlerick School de gestion est créée dans les années soixante. Cette élite économique a vu dans le nationalisme flamand un moyen pour accaparer à son

et Wallonie et poussé à la régionalisation de la sécurité sociale, des impôts, de la législation sociale... La classe politique flamande est devenue plus nationaliste dans son ensemble sous l'influence de l'orga-

Le Voka a réussi à entraîner l'Unizo (classes moyennes) et le VKW (employeurs catholiques flamands) dans son sillage. Le 17 novembre 2006, ces organisations ont exigé ensemble le transfert de la politique du marché de l'emploi et des indemnités de chômage vers la communauté flamande, ainsi que la régionalisation de l'impôt sur les sociétés.

Pour l'ancien président du Voka, Urbain Vandeurzen, la crise pousse tous les patrons à s'attaquer de plus en plus aux acquis sociaux pour se maintenir dans la lutte à mort que se livrent les grosses multinationales. "La Flandre est pressée. La Belgique a perdu au



cours des 15 dernières années 20 pour cent de ses parts de marché à ses concurrents traditionnels. Nous descendons dans tous les classements mesurant la compétitivité. Nous devons transformer notre économie. Cela n'est possible que si la Flandre peut mener sa propre politique. Les différences avec la Wallonie sont trop grandes."

Cette fraction du patronat flamand espère amener la population à accepter une régression sociale rapide au nom de la compétitivité et de l'espoir de faire de la Flandre la première région d'Europe. Pour le Voka, dans "toutes ces tractations communautaires, il s'agit de la compétitivité des entreprises. La façon dont les autorités travaillent en Belgique bloque l'épanouissement économique". Le Voka veut avoir prise sur la politique de l'emploi, les impôts et la négociation salariale en Flandre.

La revendication d'une Flandre

autonome est devenue l'expression de l'égoïsme d'une bourgeoisie flamande qui veut la fin de la solidarité qui existe dans tous les pays civilisés, fédéraux ou pas, entre les régions riches et les régions pauvres.

Ces organisations patronales flamandes ont de l'influence. Elles se vantent que la plupart des partis flamands ont repris leur programme socio-économique et institutionnel. Tous les partis traditionnels du Nord veulent aujourd'hui donner

plus de pouvoir aux régions et réduire celui du gouvernement fédéral. Certains partis politiques veulent aller plus loin : la scission du pays.

Le 3 mars 1999 fut, en Flandre, une rupture de digue au niveau poli-

tique. Le Parlement flamand adoptait à une large majorité (sauf les Verts) cinq résolutions qui, si elles étaient réalisées, transformeraient la Belgique en un État confédéral, c'est-à-dire une confédération de deux États indépendants. Bruxelles

serait gérée par les deux autres régions. Ces résolutions sont à la base de la note Octopus adoptée par le gouvernement flamand (CD & V, N-VA, sp. a) comme base de négociation avec les francophones. La note Octopus veut scinder la politique de l'emploi, les impôts sur les personnes et le droit pour les régions d'octroyer des réductions sur l'impôt sur les sociétés. La suppression de Bruxelles en tant que région à part entière y figure aussi. La note veut deux États – la Flandre et la Wallonie – avec, en outre, un statut spécifique pour Bruxelles et la Communauté germanophone. Elle demande la régionalisation de la "politique de la santé et de la famille, donc, y compris entre autres l'assurance soins de santé et les allocations familiales". Le rail n'échappe pas non plus au couperet.

ILS VEULENT SCINDER LES IMPÔTS

Scission des impôts signifie que les régions ou communautés récoltent l'impôt (personnes et/ou sociétés), fixent les taux et transfèrent ensuite à l'État fédéral ce qui lui est dû. Cela rend le gouvernement fédéral totalement dépendant des régions.

La réforme de la loi de financement est le moyen central pour arriver à ce but. Cette loi règle comment l'argent est réparti entre l'État fédéral, les régions et les communautés. Le gouvernement fédéral perçoit l'impôt sur les personnes, les sociétés et la TVA, puis le répartit partiellement entre les communautés et les régions. Avec cet argent, celles-ci doivent remplir les missions qu'elles se sont vu confier au fil des années. Le système comporte un mécanisme de solidarité fédérale. Les régions dont la richesse est en dessous de la moyenne nationale reçoivent une compensation partielle. L'objectif du CD & V et de la N-VA est de mettre à terme fin à cette solidarité automatique : l'argent du contribuable flamand sera versé (de plus en plus avec le temps) dans les caisses flamandes. Ils acceptent en principe d'être encore solidaires avec les régions plus pauvres, mais la Flandre déterminera elle-même la durée et le montant de cette solidarité. Si nécessaire, →

“ LA REVENDICATION D'UNE FLANDRE AUTONOME EST DEVENUE L'EXPRESSION DE L'ÉGOÏSME D'UNE BOURGEOISIE FLAMANDE QUI VEUT LA FIN DE LA SOLIDARITÉ QUI EXISTE ENTRE RÉGIONS RICHES ET PAUVRES.”

→ elle pourra également décider de ne plus être solidaire.

Il y a aussi des propositions moins extrêmes qui parlent de "responsabilisation financière" plus importante des régions et des communautés.

Responsabiliser signifie qu'il y aurait des mécanismes de récompenses et de sanctions financières pour les régions et communautés qui atteindraient ou n'atteindraient pas certains objectifs définis. Une piste avancée est de récompenser les régions qui avanceraient plus vite sur les objectifs fixés par l'Union européenne en termes de "degré d'activation". Traduction : la région qui sanctionnerait mieux les chômeurs, allongerait davantage les carrières et imposerait plus vite la flexibilité serait couronnée. Celle qui ne suivrait pas, par exemple, les préceptes de l'Union européenne serait appauvrie. "Responsabilité financière" est toujours synonyme de politique néolibérale.

QUI S'EN PORTERA MIEUX ?

Une régionalisation des impôts et de la sécurité sociale aurait des conséquences dramatiques pour les travailleurs wallons. S'ils acceptaient un financement lié aux impôts payés par les Wallons (et non une répartition sur base des impôts payés par tous les Belges), les Wallons perdraient entre 15 et 20 % de leur bien-être actuel. Cela conduirait à ce que 22 % des Wallons tombent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire sous un revenu de 966 euros par mois.

Si chaque région peut déterminer ses propres impôts, il naîtra inévitablement une nouvelle concurrence : celle entre les régions. Cela se traduira par moins de rentrées encore pour les budgets sociaux et les services publics. Sur le plan européen, il existe déjà actuellement une concurrence fiscale en matière d'impôt des sociétés. Cela amène une réaction en chaîne de réductions d'impôts sur les bénéfices introduites pour faire concurrence aux pays voisins qui font la même chose, c'est-à-dire baisser les impôts.

Le mouvement syndical européen veut mettre un terme à cette spirale descendante en introduisant un impôt européen minimum en dessous duquel l'impôt des sociétés ne peut pas descendre. De toute façon, l'argent ainsi gagné en Flandre n'ira pas non plus aux travailleurs, aux pensionnés ou aux malades en Flandre. Les patrons séparatistes flamands savent déjà aujourd'hui ce qu'ils feront avec les milliards libérés une fois la Belgique scindée. "L'impôt sur les sociétés est bien trop élevé. Sur le plan fédéral, nous sommes tenus de verser 34 %, alors qu'autour de nous, on va vers les 25 %. Je ne suis pas disposé à voir le monde nous dépasser sans rien faire", dit Vandeurzen, le président du Voka.

“ LA RESPONSABILISATION FINANCIÈRE DES RÉGIONS EST TOUJOURS SYNONYME DE POLITIQUE NÉO-LIBÉRALE. LA RÉGION QUI SANCTIONNERAIT MIEUX LES CHÔMEURS, ALLONGERAIT DAVANTAGE LES CARRIÈRES ET IMPOSERAIT PLUS VITE LA FLEXIBILITÉ SERAIT COURONNÉE.”

ILS VEULENT SCINDER LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le CD & V, la N-VA, le Vlaams Belang, la Liste De Decker et les organisations patronales flamandes veulent scinder la sécurité sociale (les allocations de chômage, de maladie et d'invalidité, les allocations familiales).

Grâce à la sécurité sociale, 13 % "seulement" de la population de la Belgique vit sous le seuil de pauvreté. S'il n'y avait pas de sécurité sociale, 42 % des Belges seraient pauvres, selon une étude européenne. La sécurité sociale repose sur la solidarité entre les habitants d'un pays : chacun cotise en fonction de ses moyens financiers (son

revenu). Chez tous ceux qui travaillent, une partie du salaire va à la caisse des pensions, aux allocations familiales, au chômage et à l'assurance maladie. Ceux qui gagnent plus cotisent davantage. Ceux qui travaillent paient pour les chômeurs, les pensionnés, les malades et les enfants. En partie, c'est le principe de l'assurance qui joue : ceux qui paient des cotisations plus élevées ont également droit à des allocations plus élevées en cas de maladie, de pension ou de chômage. Mais il n'est pas exact de dire que vous récupérez ce que vous avez versé. Par exemple, 75 % des dépenses en soins de santé vont à 10 % de la population, à savoir les plus âgés et les malades.

Depuis vingt ans, les libéraux essaient de démanteler la sécurité sociale et de la remplacer par toutes sortes d'assurances privées. Ce qui veut dire que vous touchez en fonction de la prime que vous avez versée. Les cotisations ne dépendent plus du revenu et les hauts revenus ne cotisent donc pas pour les revenus plus faibles. Les organisations patronales comme le Voka estiment qu'il serait préférable de donner aux entreprises une partie plus grande encore de l'argent des cotisations sociales. Dans ce cas, les cotisations sociales diminueraient, certes, mais les gens n'auraient qu'à prendre une assurance privée

complémentaire, estime le Voka. Et ceux qui n'auraient pas les moyens de le faire ne pourraient plus compter sur l'État.

La sécurité sociale est comme toute assurance, elle protège mieux si plus de gens - ayant des risques différents - y souscrivent. Elle s'affaiblit si moins de gens y participent (en cas de séparatisme et/ou en cas de privatisation partielle).

ILS VEULENT SCINDER LA POLITIQUE DE L'EMPLOI

Les partis du Nord veulent que les régions puissent décider ce que signifie "être disponible pour le marché de l'emploi", "emploi convenable" ou "comportement actif dans la recherche d'un emploi". On veut aussi transférer vers les régions la compétence en matière de sanctions, qui incombe maintenant à l'ONEm fédéral. Le travail intérimaire doit aussi revenir aux régions. Cet acharnement à scinder la politique de l'emploi est inspiré du programme caché du patronat flamand Voka. Celui-ci est convaincu d'obtenir plus facilement du gouvernement flamand ce qu'il veut : une politique qui amène davantage de jeunes, de chômeurs et de personnes âgées sur le marché de l'emploi (pas au travail) en mettant un terme aux indemnités d'attente pour les jeunes qui quittent l'école, en réduisant plus rapidement leurs indemnités et en les limitant dans le temps, en pratiquant des sanctions plus sévères, en supprimant la prépension, en décourageant les gens de prendre leur pension avant 65 ans et en rendant plus malaisé l'accomplissement d'une carrière complète. Il veut qu'il soit plus aisé pour les patrons de recourir à une main-d'œuvre intérimaire. L'organisation patronale flamande veut voir le plus de gens possible se battre pour un seul et même emploi. Ainsi, les patrons pourront maintenir les salaires à bas niveau et obliger les demandeurs d'emploi à accepter

n'importe quel boulot. La N-VA reprend ce programme tel quel. Au niveau national, le Voka et les partis tels que la N-VA se heurtent dans ces domaines à une vive résistance des syndicats, traités de conservateurs. Il pense pouvoir réaliser plus facilement son programme avec les partis de droite flamands majoritaires.

CE DONT NOUS AVONS BESOIN, C'EST DU MAINTIEN DES MÉCANISMES DE SOLIDARITÉ, AINSI QUE DE LA CRÉATION DE NOUVEAUX MÉCANISMES DE SOLIDARITÉ

Le gouvernement central doit être garant de l'égalité de tous les habitants et de la solidarité réciproque. Ce niveau de gouvernement doit donc avoir dans ses compétences la Constitution, la législation concernant les relations de travail et le droit du travail, la sécurité sociale, l'impôt des personnes physiques, la politique de la santé. Une scission de ces matières va directement à l'encontre du principe d'un traitement égal pour tous les Belges.

Est-il encore possible d'éviter la pente savonneuse du séparatisme?

Les forces les plus importantes capables de renverser le courant se trouvent dans les organisations syndicales. Les syndicalistes chrétiens qui, à travers les structures de l'ACW, ont poussé le CD & V à la rupture avec la N-VA. La FGTB, y compris son aile flamande, qui vient de rappeler son opposition totale à la régionalisation de la sécurité sociale.

Ensuite, il y a les Bruxellois, qui en grande majorité, y compris les Flamands, ne veulent pas de scission. Les séparatistes n'ont pas de solution pour Bruxelles.

Le monde culturel s'est manifesté par le biais de la plate-forme "Niet in onze naam" ("Pas en notre nom"). Les jeunes sont également en première ligne via la "révolution des frites" ayant réuni plus de 7 000 jeunes dans tout le pays et défendant ouvertement une sécurité sociale fédérale.

Il existe encore une base large pour inverser la tendance actuelle. Mais il faut casser les lignes de front communautaires, francophones contre Flamands, et reconstruire un front syndical et politique des travailleurs au-delà des frontières linguistiques est la seule voie pour renverser la vapeur et empêcher une scission qui sera dramatique pour le monde du travail et tous les progressistes. Les partis francophones se sont opposés à la scission de la sécurité sociale et des impôts. Mais

ils ont donné l'impression qu'ils le faisaient uniquement parce que Bruxelles et la Wallonie y perdaient de l'argent. Au lieu d'apporter leur soutien aux courants d'opinion en Flandre qui plaident pour le maintien de la sécurité sociale nationale. Au lieu de les aider à démontrer en quoi une telle scission ne profitera pas aux travailleurs du Nord du pays, ils ont préféré entretenir l'idée d'une Flandre en grande majorité nationaliste et séparatiste. Les socialistes ne font rien pour contrer la logique régionaliste et

nationaliste des deux côtés du pays. Au lieu de construire des ponts entre les deux communautés comme le font les syndicats, ils collaborent aux fronts flamand et francophone.

S'opposer au nationalisme ne signifie pas défendre le statu quo. Après cinq réformes de l'État, la Belgique ne fonctionne pas bien. On pourrait beaucoup simplifier et rationaliser. Mais la fuite en avant vers le séparatisme va tout compliquer, va appauvrir et affaiblir les travailleurs des deux côtés. ■



RÉGIONALISER POUR MIEUX DÉSOLIDARISER